

Allumer le feu à Vincennes : Les pyromanes irresponsables

Heureusement : l'incendie du centre de rétention administratif (CRA) de Vincennes n'a pas fait de morts. Le drame a été évité. Excités par les associatifs habituels, certains étrangers en attente de reconduite frontière ont mis le feu à leur matelas et ont provoqué la destruction du bâtiment.

Evidemment, c'est la faute à Sarko et à Hortefeux clament les associations et la gauche ! Tellement facile ! Nous avons déjà dénoncé dans Riposte laïque le rôle néfaste que jouent ces soit disantes associations de solidarité qui vivent de leur fonds de commerce comme France Terre d'asile ou la CIMADE mangeant à tous les râteliers mais crachant dans la soupe : d'une main je reçois des financements pour apporter une aide aux personnes en CRA, de l'autre je profite de la possibilité ainsi offerte pour agiter le landerneau associatif et dénoncer la situation dramatique de ces étrangers.

Il y a quelques semaines suite au rapport de la CIMADE, un reportage sur le CRA de Toulouse montrait des chambres dignes d'un VVF, une aire de jeu pour enfants mais une femme Rom dénonçait les conditions scandaleuses : « vous vous rendez compte, il y a un grillage ! » Eh oui ! C'est un centre de rétention, pas un centre de vacances ! D'autres se plaignent c'est la nourriture qui n'est pas assez bonne !

A Bordeaux, les avocats ont réussi à faire annuler les arrêtés d'assignation de certains étrangers en centre de rétention au motif qu'il n'y avait pas de réseau pour leur portable !

On a envie de dire, ben oui c'est un centre de rétention pas le club med ! Dans d'autres pays européens, c'est la prison...

Toute une série d'associations vivent de ce fonds de commerce et sont prêtes à faire n'importe quoi et à lancer les étrangers dans n'importe quelle action suicidaire du moment qu'elles peuvent atteindre leur but : dénoncer le gouvernement en place aujourd'hui c'est Hortefeux et Sarkozy, hier c'était

Pasqua et Chevènement. Qu'importe les outrances, les mensonges, les exagérations, voir les drames auxquels leurs discours excessifs peuvent conduire ; ce qui compte c'est que l'on parle d'elles, c'est d'avoir une reconnaissance médiatique.

Une fois de plus nous réaffirmons quitte à nous faire traiter de suppôts de ce gouvernement fasciste, vichyste et tutti quanti qu'il nous semble normal que tout Etat décide de qui s'installe sur son territoire, qu'il s'agisse de la France ou du Sénégal. Que ceux qui sont venus irrégulièrement ou qui ont prolongé leur séjour illégalement doivent repartir. Le mieux serait évidemment qu'ils le fassent d'eux mêmes. D'autant plus que les pays dans lesquels ils sont reconduits ne sont pas tous des dictatures ! Maintenant, s'ils ne le font pas et qu'une mesure de reconduite est décidée, il n'y a rien de très choquant. Certains responsables politiques ou associatifs, s'étranglent « pourquoi les enfermer ? ils n'ont pas commis de crimes ! ils n'ont tué personne ! » Il faudrait leur expliquer que la loi ne punit pas que les criminels.

Dans le Monde du 18 juin 2008, un article d'une page entière « les Maliens du bord de Seine » décrivait avec beaucoup de complaisance un foyer sur occupé par des Maliens, qui dans un sens exceptionnel de la solidarité (c'est pas comme nous les Français) hébergent leurs compatriotes en situation irrégulière jusqu'à ce qu'ils arrivent à avoir un titre de séjour. Ces foyers surpeuplés sont des bombes en puissance et le lieu de tous les trafics, de prostitution que le Monde évoque avec des termes d'une délicatesse attendrissante. Malgré des visites répétées des services compétents souvent épouvantés, ils ne sont pas évacués car une évacuation provoquerait un tel tollé des associatifs patentés que les pouvoirs publics redoutent de mettre le feu au poudre et de s'attirer une nouvelle fois une polémique dont les médias raffolent tant.

A chaque fois que la Sonacotra (Adoma) réhabilite un foyer, la surpopulation entraîne une dégradation très rapide. C'est assez décourageant. Alors, on prie pour qu'aucun incendie ne

se produise avant d'avoir épuisé son mandat ou changé de poste. Mais le jour où ça va cramer, les associations et les médias qui les soutiennent vont encore se donner le beau rôle et fustiger les responsables politiques d'être responsables alors qu'en réalité ce sont elles qui s'opposent au respect du droit, de la loi, cautionnent voire encouragent toute cette situation et sont donc les responsables de fait.

Certains dont le porte parole de l'UMP Frédéric Lefèvre ont eu le courage d'accuser les associations d'avoir attiser le feu. Les réactions n'ont pas manqué, de la part de RESF notamment. Souhaitons qu'ils aient autant de courage pour fermer avant qu'ils ne brûlent les foyers surpeuplés. Souhaitons également que sur leur lancée le courage les guide encore pour interdire dans l'espace public le port des vêtements religieux ostensibles et autres signes distinctifs, que l'on mette un terme à la prolifération des voiles qui se propagent comme une traînée de poudre et que l'on interdise de manière absolue de port de la burka, vêtement de la honte.

Et puis les pouvoirs publics finiront peut-être par arrêter de financer et de promouvoir des associations et leurs responsables dont le l'objectif essentiel est d'encourager le détournement de la loi et la transgression de l'ordre républicain.

Gabrielle Desarbres